



PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

DOCUMENT UNIQUE

VALANT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION, CANDIDATURE, ACTE D'ENGAGEMENT ET CCP

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique,
- du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique,

RÉFÉRENCE : **CONSULT-PDL-20009-SIAL**

L'UTILITÉ SOCIALE ET LA STRUCTURATION DU TRANSPORT SOLIDAIRE DANS LES PAYS DE LA
LOIRE

Pouvoir Adjudicateur :

l'État

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame la directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
5 rue Françoise Giroud CS 16326 - 44263 NANTES
Cedex 2

Téléphone : 02 72 74 73 00

Comptable assignataire :

Madame la directrice régionale des
Finances Publiques des Pays de la Loire

TITULAIRE :

code CPV principal :

code CPV secondaire :



N° DE TIERS FOURNISSEUR	
N° D'ENGAGEMENT CHORUS	
N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE MARCHES	

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :14/08/2020 à 16h00

Le document unique et son(ses) annexe(s) sont consultables sur « PLACE » (Plateforme des Achats de l'État) ;

aucune transmission par tout autre moyen ne sera effectuée par le pouvoir adjudicateur.

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants :

PRÉAMBULE

A.OBJET DU MARCHÉ

B.RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

C.IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

D.IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

E.CLAUSES ADMINISTRATIVES

F.ANNEXE TECHNIQUE

G.ATTESTATION SUR L'HONNEUR

H.SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

I.DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

J.NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

PRÉAMBULE



Le dispositif « marché public simplifié » (MPS) est remplacé par le « document unique de marché européen » (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur qui permet aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un état de l'Union européenne. Il est utilisé comme preuve préliminaire dans les procédures de passation de marchés publics.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection). Il se substitue aux DC1, DC2.

Aucune attestation n'est demandée au moment de la remise du DUME.

Le DUME est accessible au moment de la réponse sur [PLACE](#), sur le site [CHORUS](#) à la rubrique « Accéder au Service DUME » ou [directement](#)

L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen.

L'entreprise peut répondre à une consultation par un DUME même si l'acheteur n'a pas lui-même créé de DUME.

Le candidat peut choisir de signer son offre (présent document unique) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type eIDAS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement le document unique.

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux du DCE détenus par l'administration.

Quel que soit le nombre de lots, l'information ne doit être fournie qu'une seule fois.

A. OBJET DU MARCHÉ

Le marché porte sur la réalisation d'une étude qui vise à qualifier l'utilité sociale du transport solidaire et à consolider et structurer cette offre de mobilité dans la région des Pays de la Loire.

Le transport solidaire s'adresse aux individus qui n'ont pas de solution pour se déplacer ou rencontrent des difficultés particulières : sociales, économiques, psychologiques, liées à un handicap ou pour toute autre considération. C'est un service à finalité sociale qui répond à un besoin non satisfait. Pour mettre en place ce service de déplacement, il faut pouvoir constituer, avec un principe de bénévolat, un réseau de conducteurs-accompagnateurs et de référents pour centraliser et répartir les demandes. Le plus couramment, il s'agit effectivement pour le bénévole d'accompagner des personnes dans leurs déplacements pour différents motifs (santé, courses, entretien d'embauche, formation, etc.) en les conduisant avec son véhicule personnel ou un véhicule dédié. Le référent peut aussi jouer le rôle de conseiller mobilité, c'est-à-dire faire connaître l'offre de mobilité existante sur un territoire et inciter à tester de nouveaux modes de déplacement (transport en commun, covoiturage, vélo) ou aider à préparer ses déplacements via le numérique.

La région des Pays de la Loire est particulièrement fournie en initiatives (les premières Assises du Transport Solidaire ont eu lieu à Nantes en 2020). Une dynamique est particulièrement présente dans le Maine et Loire, la Vendée bénéficie notamment d'un accompagnement de la MSA, de même que la Loire-Atlantique dont les associations sont allées jusqu'à se fédérer en une Union Départementale d'Accompagnement à la Mobilité Solidaire ce qui les consolide et facilite l'émergence de nouvelles structures.

Face à ce foisonnement régional, terreau riche pour l'étude, il paraît opportun de chercher à approfondir les apports sociaux de ce type de service et les perspectives de structuration qui permettraient d'aller plus loin dans le développement des offres de mobilité et leur coordination.

Le début de la prestation est prévu en septembre 2020

La description de cette étude est précisée dans le paragraphe F.

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

N.B. : les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

NB : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au document unique (au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres). La date de remise des offres pourra alors être prorogée.

B.1 Procédure de la consultation

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R2123-1 à 3 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018.

☐ Les variantes ne sont pas autorisées

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises. Conformément aux dispositions de l'article L2141-1 de l'ordonnance précitée, si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des membres du groupement pour la totalité du marché.

Chaque candidat ne pourra remettre qu'une seule offre, soit en qualité de prestataire unique ou de membre d'un groupement.

Le présent marché est un marché :

☐ forfaitaire à prix global

Le montant global du marché est prévu :

☐ avec un minimum de 15 000 € HT

☐ avec un maximum de 50 000 € HT

B.2 Documents à fournir par le candidat

La signature des documents N'EST PAS obligatoire au dépôt de l'offre

- le présent document daté, avec son annexe complétée ;
- la capacité professionnelle et financière de l'entreprise, et les références aux travaux similaires réalisés par le bureau d'étude (cf. compétences obligatoires au paragraphe F.2) ;
- une proposition financière détaillée comme indiquée dans le paragraphe F.5
- un mémoire technique présentant notamment :
 - Le nombre de personnes mobilisées pour la prestation et la qualification technique de l'équipe dédiée ;
 - L'organisation de l'équipe dédiée à la prestation ;
 - La présentation de la méthodologie retenue, des mesures d'organisation et de la bonne appréhension des attentes du pouvoir adjudicateur conformément à l'annexe technique F ;
 - Les moyens techniques mis en œuvre ;
 - La durée et phasage de la prestation (y compris le nombre de réunions intermédiaires proposées).

B.3 Réception des plis

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement** par voie dématérialisée sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au : **14/08/2020 au plus tard à 16h00**

Les plis sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Ces derniers sont seuls responsables du moyen d'acheminement choisi et du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

B.4 Critères de sélection

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- *inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- *irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- *inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

<i>CRITÈRES D'ATTRIBUTION</i>	<i>PONDÉRATION</i>
Le prix des prestations	40 %
La valeur technique des prestations : <ul style="list-style-type: none"> ■ cohérence des moyens humains affectés ■ cohérence technique (délais, méthodologie, etc.) ce critère sera apprécié d'après le mémoire technique fourni	60 %

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander des précisions et compléments sur le contenu de l'offre à l'issue de l'analyse.

Critère « prix des prestations » :

Chaque offre se verra attribué une note financière sur 100, calculée comme suit :

- l'offre de base la moins élevée obtiendra la note 100 ;
- les autres offres obtiendront une note égale à $100 \times (Mbmin / M)$ où :
 - Mbmin est le montant de l'offre de base la moins élevée ;
 - M est le montant de l'offre considérée.

Critère « valeur technique » :

La valeur technique des prestations proposées par les entreprises est jugée en fonction de la qualité des indications données par leur offre. Il est donc attribué des points en fonction du mémoire technique demandé au chapitre B.2 du présent document. Le chapitre F détaille les prestations demandées.

Pour chaque indicateur : si les documents fournis renseignent bien et répondent aux exigences demandées, il est attribué des points dans la fourchette indiquée dans le tableau ci-dessous ; si les documents n'apportent pas de renseignements, il est attribué 0 point.

<i>CRITÈRES TECHNIQUES</i>	<i>POINTS</i>
Moyens affectés, qualification et expérience professionnelle	0 à 30
Méthodologie proposée	0 à 50
Délais d'exécution et de livraison	0 à 20
<i>TOTAL</i>	<i>0 à 100</i>

L'offre technique la meilleure (celle qui a obtenu le plus grand nombre de points pour le total des 3 sous-critères) aura la note de 100. Les autres offres obtiendront une note égale à : $100 \times (P / Pmax)$ où :

- P est le nombre de points de l'offre considérée
- Pmax est le nombre de points obtenu par l'offre technique la meilleure

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre la mieux disante, dont la note de jugement sera la plus élevée, après application de la formule suivante :

Note de jugement = (note financière) x **40 %** + (note technique) x **60 %**

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article R2143-6 à 14 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

B.5 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

B.6 Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation avec les candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité de ne pas négocier.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

- Direction / Service
**DREAL Pays de la Loire / Service
Intermodalité Aménagement Logement**
- Nom, prénom, qualité du signataire du marché
**Madame la Directrice Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement nommée par arrêté ministériel
du 11 février 2015, désignée pouvoir
adjudicateur par arrêté préfectoral n°2019-
657 du 31/12/2019 , ou son représentant
par subdélégation de signature DREAL/N°
SDR-20-01 du 04/05/2020 : Madame
Manuelle SEIGNEUR, cheffe du Service
Intermodalité Aménagement Logement,
ou son représentant ayant reçu
subdélégation**
- Adresse, téléphone, courriel, télécopieur
**DREAL Pays de la Loire
5 rue Françoise Giroud CS 16326
44263 NANTES Cedex 2
Tél : 02 72 74 73 00**
- Contact pour obtenir des informations
techniques :
**Christophe Bargain
Tél : 02 72 74 75 55
[di.sial.dreal-pays-de-la-
loire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:di.sial.dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr)**
- Désignation, adresse, numéro de téléphone
du comptable assignataire :
**Madame la directrice régionale des
Finances publiques - 4 quai de Versailles
44 000 Nantes
Tél : 02 40 50 20 20**
- Imputation budgétaire :
BOP 203 sous-action 47
- Service et adresse pour l'envoi des
factures : dépôt de ses factures sur le
portail Internet :
<https://chorus-pro.gouv.fr>
- personne habilitée à donner des
renseignements sur le nantissement ou les
cessions de créance (art.R2192-45 à 63 du
décret précité) :
**Madame la directrice régionale de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement**

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">■ Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :
<i>(à compléter par l'entreprise)</i>■ Adresse, téléphone, courriel, télécopieur : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> | <ul style="list-style-type: none">■ SIRET : <i>(à compléter par l'entreprise)</i>■ Coordonnées bancaires : <i>(à compléter par l'entreprise + joindre RIB)</i> |
|--|---|

D.1 Si groupement d'entreprises :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">■ Nature du groupement : <i>(à compléter par l'entreprise)</i>■ identification des membres du groupement : <i>(à compléter par l'entreprise)</i>■ Coordonnées bancaires des membres du groupement : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> | <ul style="list-style-type: none">■ Identification du mandataire et coordonnées : <i>(à compléter par l'entreprise + joindre RIB)</i>■ Répartition des prestations avec indications des montants HT par entreprise : <i>(à compléter par l'entreprise)</i> |
|---|---|

D.2 Le candidat soumissionne pour :

La totalité du marché.

E.CLAUSES ADMINISTRATIVES

E.1 liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. le document unique, signé par le(s) candidat(s) et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes (le cas échéant, bordereau des prix à fournir par le candidat) ;
2. les modifications, avenants et décisions d'affermissement ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur à la signature du marché, ou tout texte réglementaire le remplaçant ;
4. le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance ;
5. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.
6. CCAG Prestations Intellectuelles en vigueur

E.2 Durée

Le marché est conclu pour une durée maximale de douze (12) MOIS à compter de la notification du présent document.

Les délais de validation des livrables ne sont pas compris dans les délais présentés.

Le planning proposé par le titulaire , sera contractualisé lors du premier comité de pilotage à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

E.3 Lieu d'exécution

Les lieux de livraison et d'exécution des prestations sont :

- Nantes, 5 rue Françoise Giroud CS 16326, 44263 NANTES CEDEX 2 siège de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Pays de la Loire ;
- le territoire de la région Pays de la Loire

E.4 Prix

Le marché est conclu :

☐ PRIX GLOBAL FORFAITAIRE résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figurant au paragraphe « F.9 Décomposition du prix global et forfaitaire » pour un montant de :

Montant HT : *(à compléter par l'entreprise)*

Taux de TVA : *(à compléter par l'entreprise)*

Montant total TTC en lettres : *(à compléter par l'entreprise)*

Le prix est réputé complet et comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les sujétions normalement prévisibles et en particulier les frais de déplacements, de reproduction et d'envoi de documents ; en cas de groupement ou de sous-traitance, les frais de coordination entre les intervenants et la mise en cohérence des différentes prestations et documents produits.

E.5 Forme des prix

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix sont réputés comprendre :

- la participation aux réunions et la prise en compte des avis rendus par le maître d'ouvrage dans le cadre du suivi de l'étude ;
- le fait qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage, en particulier s'agissant du recueil de données complémentaires nécessaires à la bonne exécution de la prestation ;
- toutes les sujétions normalement prévisibles et en particulier les frais de déplacements, de reproduction et d'envoi de documents ;
- en cas de groupement ou de sous-traitance, les frais de coordination entre les intervenants et la mise en cohérence des différentes prestations et documents produits.

Les prix sont fermes et définitifs pour les douze (12) premiers mois d'exécution du marché.

Dans le cas d'une durée d'exécution supérieure à 12 mois, les prix seront révisés par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations à la date anniversaire du marché selon les modalités suivantes :

- Les prix du présent marché (indice ING) sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de notification du marché. Ce mois est appelé « mois zéro » (m0) ;
- Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule : $C_n = 0,10 + 0,90 (I_n / I_0)$ avec :
 - I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

- In = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.
- Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant ;
- Les arrondis sont calculés conformément à l'article 10.2.3 du CCAG PI.

E.6 Montant sous traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

- Montant TVA incluse

Les déclarations et attestations (article R2193-1 à 22 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

E.7 Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai / nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

E.8 Avances

Une avance égale à **30 %** du montant du marché est versée de plein droit au titulaire, sauf si celui-ci y renonce, à partir de 10.000 € HT jusqu'à 300.000 € HT (au-delà, le taux de l'avance est de 20 %).

L'avance est calculée selon les modalités de l'article R2191-3 à 19 du décret précité. Elle n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire aux échéances prévues dans le calendrier d'exécution des prestations, commence à compter de la première facture. Le

remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations atteint 80 % du marché.

E.9 Acomptes

Les prestations pourront faire l'objet de paiement par acomptes.

Les demandes de paiement seront établies sur présentation d'une facture établie au vu d'un état d'avancement de la prestation.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des prestations fait l'objet de paiement partiel et définitif ;

Le titulaire adresse une facture partielle faisant état de l'avancement de la prestation, sur justificatifs avec un fractionnement maximum de 3 mois.

E.10 Pénalités

Si les prestations fixées dans le cadre du paragraphe F du présent document ne sont pas respectées, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € HT puis de 200 € HT par jour de retard, par dérogation à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales / Pl. Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard, non-conformité ou mauvaise exécution.

Les pénalités sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à faire au titulaire. En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur le prix si les prestations fournies par le titulaire s'avèrent notoirement insuffisantes au regard des objectifs fixés. Il en est de même si la réalisation effective de la prestation, telle que décrite dans le paragraphe F, n'a pas donné lieu à satisfaction.

E.11 Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

E.12 Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le RPA peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 5 jours ouvrés, est réputé l'avoir acceptée.

Toute modification des prestations est formalisée par un avenant.

E.13 Forme des notifications et communications

Les échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou leurs représentants sont transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de réception.

E.14 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de moyen et de résultat. Il fournit les prestations décrites dans sa proposition technique et conformes aux spécifications du présent marché. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession.

1. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct du RPA. À ce titre, il est responsable de la totalité des prestations de son marché et de leur bonne exécution.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations. Toute inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation par le titulaire, conduisant à une impossibilité pour le maître d'ouvrage d'utiliser tout ou partie des prestations, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article E.16, après mise en demeure restée sans effet.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer une continuité de la prestation. L'absence du chef de projet ou d'un autre membre de l'équipe dédié à la prestation, ne saurait entraîner une suspension ou un retard de l'exécution de celle-ci.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité sur les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le RPA.

Dans l'hypothèse où il ne respecte pas cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision du RPA différente de celle qu'il aurait préconisée.

2. Discretion professionnelle et confidentialité

Les informations recueillies au cours des entretiens, les données, connaissances et documentations communiquées au titulaire pour l'exécution des prestations ainsi que les résultats, objets du marché, sont considérés comme confidentiels, en application des dispositions de l'article 5.1 du CCAG PI.

Si le RPA constate et apporte la preuve que cette obligation n'a pas été respectée, il est en droit de réclamer au titulaire du marché une pénalité forfaitaire de 5% du montant total HT du marché. Cette disposition ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité et d'abandon de poursuites judiciaires. Le RPA conserve le droit d'engager une action judiciaire à l'encontre du titulaire pour non respect de cette obligation.

De plus, en cas de violation par le titulaire ou un de ses sous-traitants des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, et des pénalités prévues ci-dessus, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation à ses torts prévus à l'article E17

3. Propriété intellectuelle

Il est fait application de l'option B du CCAG PI.

Le maître d'ouvrage bénéficie d'un droit de représentation par tout moyen connu où inconnu à ce jour devant tout public.

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le titulaire (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée de vie des ouvrages et sur le territoire français.

4. Garanties

Le pouvoir adjudicateur ne pourra en aucune manière être tenu pour responsable des engagements pris par le titulaire à l'égard des tiers. En particulier, le pouvoir adjudicateur rappelle au titulaire que les informations nominatives dont il pourra avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché sont soumises aux dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés ».

5. Communication des difficultés

Le titulaire signale au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), dans un délai de 5 jours ouvrés, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations qui échappent à sa responsabilité. Il en informe le RPA par tout moyen et formule une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. Le RPA notifie sa décision.

E.15 Documents à produire pendant l'exécution du marché

E.19-1 Déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de **15 (quinze) JOURS à compter de la notification du marché (ou des lots du marché)**, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site :

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours. À défaut, l'administration pourra résilier le lot concerné aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

E.19-2 Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois au plus :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales.

Le titulaire dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site :

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Pour toute demande de création d'un compte sur www.e-attestation.fr, le titulaire écrit à support@e-attestations.fr

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

E.16 Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG – Prestations Intellectuelles sont applicables au marché sous réserve des stipulations ci-dessous.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- pour événements extérieurs au marché et à relatifs à la capacité du titulaire à exécuter le marché ;

- pour faute du titulaire ;
- absence de garanties complémentaires exigées au titre des capacités (absence d'interdiction de soumissionner) ou des assurances (paragraphe E.19) malgré une relance par courrier ou courriel en recommandé A/R

ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- événements liés au marché et indépendants de la volonté du titulaire ;
- motif d'intérêt général ;

donne lieu à une indemnisation limitée à 5 % de la part non exécutée du marché.

En application de l'article 32 du CCAG-PI, et en cas de défaillance du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

E.17 Exécution aux risques et aux frais du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

E.18 Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

E.14 - 1 Préambule – précisions terminologiques

Le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à

caractère personnel.

E.14 - 2 Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

E.14 - 3 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant, il informe préalablement et par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur et soumet le futur sous-traitant à son approbation¹.

E.19 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

E.15 – 1 Règlement amiable des litiges

Le préfet de la région Pays de la Loire, est signataire, au titre de l'ensemble des services de l'État en région, de la [Charte "Relations Fournisseur Responsables"](#).

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à Nantes (44) et/ou la médiation des entreprises (DIRECCTE).

E.15 – 2 Juridiction compétente

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

6 allée de l'Île Gloriette BP24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : +33 2 40 99 46 00
Télécopie : +33 2 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

E.20 Réception des prestations et vérifications

Les prestations sont soumises à des vérifications qui ont pour but de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les exigences du RPA.

L'acceptation des prestations décrites à la partie F conditionne le paiement des prestations.

¹formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le RPA notifie sa décision au terme de 30 jours francs au titulaire conformément à l'article 27 du CCAG-PI :

- acceptation des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché ; passé le délai de 30 jours francs, le silence du RPA vaut acceptation tacite ;
- ajournement, si le RPA estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point ; par dérogation à l'article 27.2 du CCAG PI, la décision d'ajournement précise le délai dans lequel le titulaire doit remettre les prestations mises au point qui seront exécutées sans surcoût pour le RPA ; le RPA dispose à nouveau de 30 jours francs pour procéder aux vérifications ;
- réfaction, lorsque le RPA estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- rejet, lorsque le RPA estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions peuvent être notifiées au titulaire sous forme de courriers électroniques afin de faciliter les échanges. Chaque partie accusera réception des échanges.

Dès que la prestation lui donne satisfaction, le RPA adresse au titulaire une décision de réception. La décision de réception entraîne un transfert de propriété des livrables au profit du RPA.

Dans le cas d'un ajournement, en cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai imparti ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai prévu, le RPA peut prononcer le rejet des prestations. La décision doit être motivée.

En cas de rejet, sauf décision contraire, le titulaire est tenu d'exécuter de nouveau la prestation commandée à ses frais.

E.21 Règlement des prestations

Les factures afférentes aux prestations sont adressées sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/>) et transmises par mail au maître d'ouvrage.

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation
- les numéros et date de notification du marché
- les références et la date du bon de commande
- le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ)
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ;
- le prix total HT et le prix total TTC.

E.22 Dérogations au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestation intellectuelle

NATURE DE LA DÉROGATION	DOCUMENT UNIQUE	CCAG-PI
PÉNALITÉS	E.10	ARTICLE 14
DÉCISION D'AJOURNEMENT	E.15	ARTICLE 27-2

E.23 Délai de paiement

Le paiement des prestations intervient dans un délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou à compter de la date de validation des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Le délai de paiement peut être suspendu par le RPA en cas de demande d'informations complémentaires nécessaires à l'établissement de la mise en paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement.

F. ANNEXE TECHNIQUE

F.1 Contexte et objectifs de l'étude

Publiée au Journal Officiel le 26 décembre 2019, la LOM ambitionne « d'améliorer concrètement les déplacements au quotidien, pour tous les déplacements et dans tous les territoires grâce à des transports plus faciles, moins coûteux et plus propres ».

Elle rappelle la volonté de faire confiance aux acteurs locaux et de responsabiliser les réseaux intercommunaux, avec l'ambition de couvrir ainsi l'ensemble du territoire français. L'intercommunalité apparaît comme l'autorité compétente, à la croisée des sphères du transport et du monde social.

L'outil concret prévu par la loi est un plan d'action commun, à l'échelle des bassins de communauté (périmètres définis par les régions). Un plan qui associerait tous les acteurs publics et privés, mais aussi ceux de l'emploi ou de l'insertion pour définir le cadre et les « critères » permettant aux personnes de bénéficier d'un accompagnement solidaire.

Plus de deux ans et demi après la loi du 29 décembre 2016 relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes, un décret en Conseil d'État du 20 août 2019 (2019-850) concrétise enfin l'article 7 de ce texte, autorisant la mise en œuvre de "services de transport d'utilité sociale". Cet article - devenu l'article L.3133-1 du code des transports - prévoit en effet que les associations "peuvent organiser des services de transport au bénéfice des personnes dont l'accès aux transports publics collectifs ou particulier est limité du fait de leurs revenus ou de leur localisation géographique".

Cette étude sur le transport solidaire s'inscrit dans la continuité d'une démarche réalisée en 2015/2016 sur l'approche sociale de la mobilité dans les territoires peu denses qui a permis de qualifier la diversité des services à la mobilité mis en place ayant une finalité sociale mais aussi de durabilité et d'engager un dialogue entre les professionnels de l'action sociale, de la mobilité et du développement durable à l'échelle de la Région des Pays de la Loire. Cette étude a préfiguré la création d'un réseau (le RAMD, le réseau des acteurs de la mobilité durable).

Cette étude fait également suite à une enquête sociologique menée en 2019 à l'initiative de la MSA de Loire Atlantique auprès d'accompagnateurs et usagers du transport solidaire qui a notamment permis l'organisation de formations pour les bénévoles à l'accompagnement des personnes. Il faut aussi noter la réalisation par le Département de la Vendée d'un benchmark sur le transport solidaire, et d'autres travaux portant sur le fonctionnement, les difficultés rencontrées par les structures de transport solidaire.

La DREAL des Pays de la Loire, en partenariat avec la MSA de Loire Atlantique et de Vendée et le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), souhaite contribuer à une meilleure connaissance de l'utilité sociale du transport solidaire en développement et à sa structuration dans la région.

Le contexte législatif actuel, via la LOM, incite à la diversification de l'offre de mobilité dont le transport solidaire fait partie mais dans un cadre assez contraignant (cf. le décret « services de transport d'utilité sociale »). Cette étude s'inscrit aussi plus largement dans un contexte de transition écologique et sociétale qui incite à limiter l'empreinte carbone, à favoriser les solutions de mobilité partagées, solidaires dans les territoires et à faire appel à l'innovation sociale et territoriale.

Trois objectifs sont visés par cette étude :

- mieux connaître et faire connaître l'utilité sociale du transport solidaire (questionner les apports pour les usagers sur la santé, la lutte contre l'isolement, l'intégration sociale et professionnelle mais aussi pour les bénévoles) ;
- consolider et structurer l'offre de transport solidaire (enrichir les pratiques, assurer sa pérennité et son développement dans les territoires) ;
- inscrire le transport solidaire comme un axe d'orientation d'une politique locale de mobilité dans les territoires.

F.2 Champ de l'étude et compétences attendues

Le champ de l'étude

Le périmètre de l'étude comprend les services de transport solidaire et leurs bénéficiaires, dans **les territoires de la région Pays de la Loire**

Compétences attendues :

- > Des compétences en sciences humaines et sociales sont recherchées pour réaliser et analyser les entretiens auprès des usagers et les structures de transport solidaire, collectivités. mais aussi décrypter les jeux d'acteurs, organiser et animer des temps de travail collectif, proposer de nouvelles modalités de gouvernance.
- > Une connaissance de la mobilité et de ses acteurs
- > Une connaissance des techniques d'infographie didactique à vocation de communication au grand public

F.3 Méthodologie envisagée et résultats attendus

A partir des ressources bibliographiques disponibles, il s'agira de bâtir une méthodologie la plus qualitative possible mais aussi participative afin que les acteurs parties prenantes, puissent dialoguer ensemble et s'enrichir mutuellement.

L'étude comprend 3 phases :

1. La qualification des apports du transport solidaire pour les usagers

A partir d'une typologie des usagers du transport solidaire, il s'agira de réaliser des entretiens approfondis, individuels, voire collectifs, auprès d'une diversité d'usagers et de territoires concernés pour analyser les apports et le vécu du transport solidaire, ce qu'il permet de faire, d'ouvrir comme perspectives, ce qu'il apporte aux personnes mais aussi les limites perçues, voire les insatisfactions générées.

Un focus sur le vécu des bénévoles du transport solidaire sera également réalisé pour apprécier leurs motivations, leurs rapports aux usagers et les bénéfices personnels qu'ils retirent de cette activité.

2. La qualification des besoins de consolidation des pratiques du transport solidaire, des conditions de son déploiement

Il s'agira de questionner et analyser auprès des structures du transport solidaire :

- les pratiques en vigueur et perspectives d'évolution, de diversification (notamment sur le champ de la mobilité durable),
- les besoins identifiés
- et les conditions d'un développement de ce type de service dans les territoires.

La réalisation d'entretiens ciblés auprès de collectivités, structures relais et financeurs potentiels pourrait compléter l'analyse.

Un travail collectif réunissant des responsables de structures, des bénévoles, des usagers, des représentants de collectivités engagés sur la mobilité pour tous, des acteurs institutionnels du type ARS, sera proposé pour formuler des propositions de consolidation et de déploiement du transport solidaire dans les territoires.

3. Propositions d'orientations pour inscrire le transport solidaire dans l'action publique locale menée sur le champ de la mobilité

L'objectif est de donner plus de visibilité et de place au transport solidaire en l'intégrant dans le champ de l'action publique au même titre que les autres offres de mobilité proposées dans les territoires. Ces orientations devront émaner d'une approche collective avec les acteurs parties prenantes. Elles pourront porter sur des documents-cadres relatifs à la mobilité en vigueur ou à construire (tels que les plans de mobilité rurale) mais aussi des instances de gouvernance d'ores et déjà existantes sur la mobilité ou à compléter en référence à l'application de la loi LOM (cf. le comité des partenaires par exemple).

Le bureau d'étude proposera au maître d'ouvrage une méthode lui permettant d'atteindre les objectifs fixés, et de rencontrer et de mobiliser tous les acteurs ciblés par l'étude.

La méthode proposée par le prestataire au moment de la remise de son offre pourra être affinée ensuite en lien avec le comité de pilotage, ce dernier pouvant jouer un rôle facilitateur pour le choix des acteurs et les prises de contact.

Références: Ressources bibliographiques disponibles

Cahier de recherche du CREDOC « Tous autonomes et vulnérables à la fois, état des lieux des publics fragiles », de décembre 2019.

Retour d'expériences du CD85, en partenariat avec la MSA, « Accompagner la mobilité des habitants par le déplacement solidaire » de janvier 2020.

Mémoire de master 2 de l'EHESP « Projet de mobilité solidaire et durable, afin de lutter contre l'isolement des personnes âgées en pays de Redon, 2019

Transports, pauvretés, exclusions. Pouvoir bouger pour s'en sortir Orfeuil J-P. *Paris : Ed. De l'Aube. 2004*

Orfeuil J-P.. « La mobilité, nouvelle question sociale ? ». Sociologies [En ligne], Dossiers, Frontières sociales, frontières culturelles, frontières techniques

Eric LE BRETON, Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale, éd. Armand Colin, 2005.

Cécile FERE, Concilier accès à la mobilité pour tous, la prise en compte des inégalités d'accès à la mobilité dans les politiques urbaines de l'agglomération lyonnaise, thèse de doctorat Université Lumière Lyon 2, 2011

Berthod-Wurmser M. et al. « Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural ». Inspection générale des affaires sociales, Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux. Paris. 2009

Secours Catholique. «La fracture mobilité - Rapport statistiques d'accueil 2014». Paris. 2015

Les territoires périurbains entre dépendance automobile et ségrégation socio-spatiale, les ménages modestes fragilisés par les coûts de la mobilité. Benjamin Motte-Baumvol, Leslie Belton Chevallier, Annabelle Morel-Brochet. 2013

La Mobilité des seniors en France . Auxilia. 2014

Publications CEREMA

Handicaps et Usages

Fiche n°1 - Handicaps mentaux, cognitifs et psychiques oct.2013 , Réf FI05217

Handicaps et Usages

Fiche n° 3 - La mise en accessibilité : un levier en faveur des personnes âgées, Réf FI04017

Etude sur l'approche sociale de la mobilité, DREAL Pays de la Loire, publiée le 28 septembre 2016 (modifiée le 9 avril 2019), <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/approche-sociale-de-la-mobilite-a3882.html>

F.4 Livrables et valorisation

En termes de livrables, les documents suivants sont exigibles du prestataire :

- une **note méthodologique détaillée**, relative aux modalités d'intervention et de participation, aux choix des acteurs, grilles d'entretien et autres supports d'échanges, sera fournie à l'issue du premier comité de pilotage de l'étude.
- un **rapport sur la qualification des apports du transport solidaire pour les usagers et bénévoles (phase 1)**
- un **rapport formulant des propositions pour consolider, structurer, déployer le transport solidaire en région Pays de la Loire (phase 2)**
- un **rapport fixant des propositions d'orientations pour inscrire le transport solidaire dans l'action publique locale menée sur le champ de la mobilité (phase 3)**

Enfin, lors de la phase finale de l'étude :

- un **rapport d'étude final intégrant les 3 précédents.**
- un **rapport synthétique de 4 pages résumant les résultats de l'étude**
- un **diaporama** de présentation des résultats de l'étude support à valorisation de l'étude.

L'ensemble de ces productions, hormis la note méthodologique détaillée, seront validées en réunion de comité de pilotage.

F.5 Interlocuteurs et réunions

La DREAL Pays de la Loire, et plus précisément la Division Intermodalité (DI) du service Intermodalité Aménagement Logement (SIAL), est maître d'ouvrage de l'étude.

Le Cerema, Assistant au Maître d'Ouvrage (AMO), et les MSA de Loire Atlantique et Vendée, partenaires de l'étude, seront associés au comité de pilotage de l'étude. La DREAL se réserve la possibilité d'intégrer d'autres partenaires.

L'équipe du prestataire devra présenter exclusivement les personnes affectées à la mission. L'interlocuteur au sein de l'équipe prestataire devra être clairement identifié.

Deux structures de suivi seront mises en place pour cette étude :

- un comité de pilotage (Copil): il constitue l'instance de validation de l'étude. Il se réunira cinq fois : au démarrage de l'étude pour la lancer, ainsi qu'à chaque phase-clé pour validation des livrables (à remettre 15 jours avant la réunion) et pour clôturer l'étude.

- un comité technique (cotech), constitué a minima de la maîtrise d’ouvrage et de son AMO : il assure un suivi technique d’étape de l’étude lorsque nécessaire avant les passages en Copil soit a minima cinq fois.

Le nombre de réunions de travail entre le prestataire et le maître d’ouvrage sera évalué par le prestataire et inclus dans le forfait de rémunération. Elles se dérouleront par défaut dans les locaux de la DREAL à Nantes.

Ces réunions n’incluent pas les échanges téléphoniques informels entre le prestataire et le maître d’ouvrage qui entrent dans le forfait de rémunération et ne sauraient en aucun cas être facturés en sus.

Des réunions supplémentaires à l’offre du titulaire pourront être demandées par le maître d’ouvrage. Dans ce cas, elles seront facturées en sus, sur la base du prix unitaire proposé par le prestataire dans son offre.

Chaque réunion fait l’objet d’un compte-rendu rédigé par le bureau d’études dans un délai d’une semaine. Ce document est soumis à la validation du maître d’ouvrage, lequel en assure ultérieurement la diffusion à l’ensemble des partenaires.

F.6 Comptes-rendus de réunion

Les comptes-rendus préciseront en particulier :

- l’état d’avancement global de l’étude ;
- les décisions du maître d’ouvrage, surtout si elles ont une incidence financière ou une influence sur la continuité de l’étude ;
- les questions posées par le titulaire et les délais de réponse si nécessaire.

F.7 Délais

Le prestataire devra produire, avec sa proposition technique, une proposition de calendrier ne dépassant pas un délai de 12 (douze) mois en tout. Cette proposition sera affinée en accord avec le maître d’ouvrage lors de la première réunion de lancement de l’étude. Le calendrier d’étude ci-après est indicatif et correspond à une illustration de phasage envisageable.

Le prestataire pourra mener les 3 phases d’étude de manière concomitante s’il le juge pertinent.

	Août 2020				Sept 2020				Oct 2020				Nov 20				Dec 20				Janv 21				Fev 21				Mars 21				Avril 21				Mai 21				Juin 21				
Semaine	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Notification du Marché																																													
Copil 1 Lancement																																													
Rendu livrable fin 1ere phase																																													
Copil 2 validation/cadrage																																													
lancement phase 2																																													
Rendu livrable phase 2																																													
COPIL fin phase 2																																													
lancement phase 3																																													
Rendu livrable phase 3																																													
Copil phase 3																																													
Rendu livrable final, présentation et 4 pages																																													
Copil final																																													

F.8 Contrôle de l'exécution et réception des prestations

> Consistance

Nature	Version numérique	Version papier
comptes-rendus de chaque réunion	x	
supports de présentation des résultats du prestataire	x	
données produites	x	
rapports intermédiaires	x	x
rapport final	x	x

> Spécifications

Versions numériques :

- format des rapports et des comptes-rendus : Adobe Reader® (*.pdf) à contenu extractible, et

en version modifiable dans un format exploitable par la suite bureautique LibreOffice.

- exports des bases et des tableaux de données et d'hypothèses : format numérique exploitable par la suite bureautique LibreOffice. Les indicateurs créés par le prestataire dans le cadre de sa mission feront chacun l'objet d'une fiche de métadonnées (saisie par le prestataire), sur la base d'un modèle fourni par la DREAL.

Versions papier : rapport final fourni en 1 exemplaire après validation de celui-ci.

Mise en forme et contenu du rapport final : le rapport final sera mis en forme avec la charte graphique des publications de la DREAL (modèle fourni par le maître d'ouvrage).

> **Modalité**

Le maître d'ouvrage réalisera l'admission des prestations dans le délai de trente (30) jours à compter de la livraison de la totalité de chaque livrable.

Le prestataire disposera d'un délai supplémentaire de trente (30) jours pour élaborer les versions finales à compter de la décision du maître d'ouvrage.

F.9 Décomposition du prix global et forfaitaire

Numéro du prix	Désignation et prix en euros (€) hors taxes (en lettres)	Prix en euros (€) hors taxes (en chiffres)
1	Démarrage de l'étude <i>Prix (en lettres) :</i>	
2	Note méthodologique détaillée <i>Prix (en lettres) :</i>	
3	Rapport sur la qualification des apports du transport solidaire pour les usagers et bénévoles (phase 1) <i>Prix (en lettres) :</i>	
4	Rapport formulant des propositions de consolidation, de structuration et de déploiement du transport solidaire (phase 2) <i>Prix (en lettres) :</i>	

5	Rapport fixant des propositions d'orientations pour inscrire le transport solidaire dans l'action publique locale menée sur le champ de la mobilité (phase 3) <i>Prix (en lettres) :</i>	
6	Rendu final et valorisation <i>Prix (en lettres) :</i>	
TOTAL HT <i>(en lettres) :</i>		

TOTAL GENERAL HT <i>(en lettres) :</i>	HORS TAXE 	TOUTES TAXES
--	-------------------------------	----------------------------------

<u>PRIX POUR MEMOIRE</u>		
Numéro du prix	Désignation et prix unitaire et forfaitaire en euros (€) hors taxes (en lettres)	Montant en euros (€) hors taxes (en chiffres)
7	Entretien supplémentaire d'enquête <i>Prix (en lettres) :</i>	
8	Réunion supplémentaire à la demande du maître d'ouvrage <i>Prix (en lettres) :</i>	

G. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications...) requises.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'UGAP, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au paragraphe E10 du présent document.

H. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par le pouvoir adjudicateur (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués ci-dessus.

Si l'offre est signée au moment de l'attribution, l'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise :

☐ sur la plateforme au moment de la remise initiale de l'offre

☐ sur la plateforme/sur dépôt papier après négociation

☐ après mise au point en accord avec l'acheteur

<i>Nom, prénom et qualité du signataire(*) et des membres si groupement d'entreprises (**)</i>	<i>Lieu et date de signature</i>	<i>Signatures</i>

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

(**) En cas de groupement, le mandataire est solidaire.

J'accepte le versement de l'avance :

☐ OUI

☐ NON

(NB : l'avance n'est pas soumise à constitution de garantie à première demande)

I. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est **ACCEPTÉE**

à, le

Signature (représentant du pouvoir adjudicateur)

J.NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

■ Notification dématérialisée via PLACE :

- date :

- heure :

** POUR LES TITULAIRES ÉTRANGERS*

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)

ANNEXE 1

Formulaire du candidat établi À L'ÉTRANGER

Annexe ou tout document équivalent (ou formulaires DC1 et DC2) à joindre dans le dossier d'offre pour les candidats étrangers. *Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur les informations suivantes ou équivalent (exemple, NOTI 1) :*

IDENTITE

Raison sociale :

Forme juridique :

Dirigeant principal :

Adresse :

En cas d'assujettissement à la TVA : Numéro TVA intracommunautaire attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts:

CONFORMITE

- ☐ Je certifie être à jour des mes obligations sociales (déclarations et paiements)
- ☐ Je certifie être à jour des mes obligations fiscales
- ☐ Je certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir ma responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

CAPACITES FINANCIERES ET EFFECTIFS

« Saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux, dont le pourcentage significatif pour cette consultation sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes, n'aient pas à renseigner tous les exercices). »

« Chiffre d'affaires global (si la situation juridique le permet) :

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Pourcentage significatif pour ce marché (si la situation juridique le permet:

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Tranche d'effectifs (si la situation juridique le permet) :.....

Le formulaire est adapté pour que les sociétés créées depuis moins de trois ans n'aient pas à renseigner les trois dernières années. En cas de modifications en cours, des demandes de compléments pourront être faites par l'acheteur.

- ☐ Je déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas interdisant de soumissionner, prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- ☐ Je déclare posséder les pouvoirs d'engager la société, soit en tant que dirigeant, soit comme délégataire du dirigeant : Nom :
- ☐ Les documents attestant de son identité ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France, les documents attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail), attestant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, l'immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire (article D 8222-7-2° du code du travail) ne seront demandés qu'au candidat retenu.

Nom, prénom et qualité du signataire

Lieu et date de signature

ANNEXE 2

Documents et attestations à remettre tous les 6 mois par le titulaire établi À L'ÉTRANGER

Le titulaire du marché qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur tous les 6 mois les documents suivants :

1) Dans tous les cas :

- ◆ Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- ◆ Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- ◆ Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- ◆ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- ◆ Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- ◆ Conformément à l'article D. 8222-8 du code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.